

Médecine : les étudiants dénoncent l'enterrement du débat sur les quotas et appellent la société civile à agir pour l'avenir des soins de santé

Mercredi matin, la presse faisait état d'une convergence grandissante entre le **ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt et la ministre de la Santé Maggie De Block vers l'organisation d'un examen d'entrée aux études de médecine, alors qu'en parallèle la délivrance d'un INAMI à tous les étudiants en cours de cursus reste incertaine et en négociations difficiles au fédéral.** Une seule et unique volonté : enterrer le dossier problématique des numéros Inami, faire fi de l'absurdité de notre système de régulation des soins de santé et, à terme, mettre en danger l'accès à la santé alors que les quotas de Maggie De Block ont été recalés par le Conseil d'Etat et que la pénurie est avérée ? Le réel débat entre Maggie De Block et Jean-Claude Marcourt n'aura pas lieu. Les étudiants s'unissent et appellent la société civile à se mobiliser pour l'avenir des soins de santé et une politique en la matière réellement en phase avec les défis présents et à venir.

Alors que les quotas fédéraux ont été déclarés illégaux, alors que la pénurie est avérée tant au Sud qu'au Nord du pays, une « solution » semble émerger qui ne répond pas aux problèmes soulevés par le Conseil d'Etat et enterrerait politiquement, pour quelques mois, le problème de l'accès aux soins de santé, tout en refusant de faire face aux risques que la situation actuelle comporte pour tous les Belges.

Les étudiants s'étonnent de n'avoir pas été concertés et refusent une fausse solution qui mette à mal l'accès aux soins et à l'enseignement supérieur, sur une base - cadastre et quotas - unanimement reconnue comme loin de la réalité de terrain. Ensemble, ils demandent :

- Que les quotas soient revus par des audits externes (recherche universitaire) ;
- Qu'aucun lissage négatif ne soit imposé ;
- Un INAMI pour tous les étudiants en cours d'études.

Dans ce climat de crise, l'ensemble des organisations étudiantes appelle la société civile à agir, afin de peser sur rien de moins que l'avenir de notre système de soins de santé ! Il est intolérable de laisser nos responsables politiques éluder le débat par manque de responsabilité. L'avenir des soins de santé mérite mieux qu'une action à court terme cédant aux pressions corporatistes et communautaires.



Maxime Mori
0473 934 585



Opaline Meunier
0479 129 705



Corentin Lucifora
0478 535 945



Tanguy Massin
0477 880 051



Chems Mabrouk
0479 660 600



Céline Vandiest
0473 831 878



Quentin Lamelyn
0471 303 935



Laurent Radermacker
0494 370 944



Mourad Ouahmed
0491 089 943